

Unité Départementale Aube – Haute-Marne

TROYES, le 17 janvier 2025

Nos réf. : SAU/JH/MI n° 25 - 4

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 03/12/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CLEMEC

La cote blanche

Section YY 25

10150 CHARMONT-SOUS-BARBUISE

Code AIOT : 0005704220

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 3 décembre 2024 dans l'établissement CLEMEC implanté La cote blanche - Section YY 25 - 10150 CHARMONT-SOUS-BARBUISE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection des installations classées a réalisé une visite du parc éolien exploité par la société CLEMEC implanté sur la commune de CHARMONT-SOUS-BARBUISE. Cette inspection a été menée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle des installations classées de l'Aube pour l'année 2024.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CLEMEC
- La cote blanche - Section YY 25 - 10150 CHARMONT-SOUS-BARBUISE
- Code AIOT : 0005704220
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien objet de la présente visite est composé de 6 mâts de 126m (Repower 92) de haut à bout de pôle et 2MW de puissance installée. Il a été mis en service en 2010 et est autorisé par autorisation de principe en date du 26 septembre 2012. Par sondage, l'inspection s'est rendu sur les machines C11 et C12.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Section 4 Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Prescriptions complémentaires	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Section 4 Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
3	Section 4 Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Sans objet
4	Section 4 Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Sans objet
5	Section 4 Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
6	Section 4 Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II	Sans objet
7	Section 4 Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III	Sans objet
8	Section 4 Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
9	Section 4 Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20	Sans objet
10	Section 5 – Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22	Sans objet
11	Section 5 – Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet
12	Section 5 – Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25	Sans objet
13	Garanties financières	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des mesures de réductions de l'impact du parc éolien sur les populations de chiroptères sont prescrites après analyse du suivi environnemental transmis en application de l'article 12 de l'Arrêté ministériel du 26/08/2011.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Section 4 – Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12
Thème(s) : Autre, Suivi environnemental
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Sauf cas particulier justifié et faisant l'objet d'un accord du Préfet, ce suivi doit débuter dans les 12 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation afin d'assurer un suivi sur un cycle biologique complet et continu adapté aux enjeux avifaune et chiroptères susceptibles d'être présents. Dans le cas d'une dérogation accordée par le Préfet, le suivi doit débuter au plus tard dans les 24 mois qui suivent la mise en service industrielle de l'installation.</p> <p>Ce suivi est renouvelé dans les 12 mois si le précédent suivi a mis en évidence un impact significatif et qu'il est nécessaire de vérifier l'efficacité des mesures correctives. A minima, le suivi est renouvelé tous les 10 ans d'exploitation de l'installation.</p> <p>Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées.</p> <p>Les données brutes collectées dans le cadre du suivi environnemental sont versées, par l'exploitant ou toute personne qu'il aura mandatée à cette fin, dans l'outil de télé-service de "dépôt légal de données de biodiversité" créé en application de l'arrêté du 17 mai 2018. Le versement de données est effectué concomitamment à la transmission de chaque rapport de suivi environnemental à l'inspection des installations classées imposée au II de l'article 2.3. Lorsque ces données sont antérieures à la date de mise en ligne de l'outil de télé-service, elles doivent être versées dans un délai de 6 mois à compter de la date de mise en ligne de cet outil.</p> <p>Pour un projet de renouvellement autre qu'un renouvellement à l'identique, l'exploitant met en place un suivi environnemental, permettant d'atteindre les objectifs visés au 1er alinéa du présent article, dans les 3 ans qui précèdent le dépôt du porter à connaissance au préfet prévu par le II de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.</p>
Constats : <p>L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le dernier rapport de suivi environnemental du parc éolien. Le rapport est réalisé suite aux prospections de terrain réalisées en 2018, selon un protocole conforme au protocole national de 2015.</p> <p>Le rapport fait état de 4 cas de mortalité réelle pour les chiroptères et 3 individus pour l'avifaune. Il conclut à une première estimation de la mortalité comprise entre 10.6 et 24 individus par an et par éoliennes pour l'avifaune et une entre 19.7 et 27.7 individus par an et par éoliennes pour les chiroptères.</p> <p>Cependant seulement 10 % de la surface prévue dans le protocole a pu être prospectée pour les éoliennes CLEM-09 et CLEM-10, à cause des cultures de betteraves présentes tout au long de la période de suivi. Ainsi les estimations présentées ci-dessus reflètent une différence de biais et de surface prospectable sous chaque éolienne, plutôt qu'une réelle mortalité.</p> <p>Afin d'homogénéiser les analyses, les résultats pris en compte sont ceux calculés sur le parc entier. Ainsi, pour le parc éolien la mortalité est estimée à 10,6 oiseaux par éoliennes et par an et 10,7 chiroptères par machine et par an.</p>

Ces chiffres se situent néanmoins au dessus des chiffres indiqués dans la bibliographie notamment pour les chiroptères (0-5 individus/éoliennes/an selon le rapport de suivi). L'impact du parc est donc estimé comme fort.

En effet, 4 cas de mortalité ont été recensés pour 4 éoliennes entièrement prospectées entre le 28 août et le 10 octobre. Cela peut être considéré comme une mortalité récurrente sachant que l'activité des chiroptères sur le site de CLEMEC a été présente de mi-mai à mi-novembre 2018. De plus, le suivi de l'activité en hauteur indique que le parc est fréquenté majoritairement par des espèces protégées inscrites à l'arrêté ministériel du 23 avril 2007 fixant la liste des mammifères terrestres protégés sur l'ensemble du territoire et les modalités de leur protection. Au vu de l'impact du parc éolien sur de telles espèces, il convient de prescrire des mesures de réductions de l'impact. Le suivi de l'activité chiroptérologique en hauteur indique notamment que 90 % des contacts sont réalisés lorsque les conditions suivantes sont réunies :

- Entre juillet et septembre,
- Entre 22h et 4h,
- Pour des vitesses de vent comprises entre 0 et 6 m.s-1,
- Pour des températures comprises entre 14 et 33°C.

Un plan de bridage selon ces paramètres sera donc prescrit par voie d'arrêté préfectoral complémentaire. De plus, un nouveau suivi environnemental conforme au protocole ministériel en vigueur sera mené afin de vérifier l'efficacité de cette mesure.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Prescriptions complémentaires

N° 2 : Section 4 – Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13

Thème(s) : Autre, Intrusion

Prescription contrôlée :

Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clefs afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.

Constats :

L'Inspection des Installations Classées a constaté que les aérogénérateurs inspectés, ainsi que le poste de livraison, étaient maintenus fermés.

L'Inspection des Installations Classées constate le respect de la prescription.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Section 4 – Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Autre, Signalisation
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none">- les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ;- l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ;- la mise en garde face aux risques d'électrocution ;- la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace
Constats : L'Inspection des Installations Classées a pu constater la présence de panneaux de signalisation sur les chemins d'accès incluant tous les éléments d'information nécessaires. Par ailleurs, les aérogénérateurs inspectés étaient bien identifiés avec un numéro clair et lisible affiché sur leur mât. L'Inspection des Installations Classées constate le respect de la prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Section 4 – Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thème(s) : Autre, Formation des personnels intervenants
Prescription contrôlée : Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours. La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.
Constats : Par courriel du 29 novembre 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les justificatifs d'habilitations et de formations nécessaires du personnel amené à intervenir sur le parc, à jour. Les responsables d'exploitation disposent notamment d'une formation annuelle comprenant la gestion des situations d'urgence et l'organisation de la sécurité. Lors de la présente visite d'inspection, l'exploitant a présenté à l'inspection le dernier rapport d'exercice tenu sur le parc éolien en 2021. L'exercice a été réalisé en présence du SDIS de l'Aube. Le rapport issu de cet exercice présente un retour d'expérience afin d'améliorer la communication entre l'exploitant et les services de secours. L'exploitant dispose d'un registre des accidents où figure également les exercices et simulations réalisés.

Par ailleurs, L'exploitant a indiqué réaliser des exercices d'entraînements sur différents parcs dont il est exploitant et bénéficie ainsi d'un retour d'expérience global.

L'inspection constate le respect de la prescription.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Section 4 – Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16

Thème(s) : Autre, Propreté de l'intérieur du de l'aérogénérateur

Prescription contrôlée :

L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.

Constats :

L'Inspection des Installations Classées a constaté le maintien en bon état de propreté, l'absence d'entreposage à l'intérieur des aérogénérateurs inspectés de matériaux combustibles ou inflammables et par voie de conséquence, le respect de la prescription.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Section 4 -Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-II

Thème(s) : Autre, Contrôle visuel

Prescription contrôlée :

II. - Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.

Constats :

Par sondage, l'inspection a contrôlé les rapports de maintenance de la machine E11.

Par courriel du 29 novembre 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les derniers rapports de maintenances (13,5 et 14 years) faites par le turbinier.

Les rapports ne montrent pas de non conformité de la machine E11.

Une campagne de maintenance est réalisée tout les 6 mois sur le parc éolien (une annuelle et une semi-annuelle). Lors de ces deux maintenances sont réalisés des contrôles visuels conformément au présent article.

De plus, l'exploitant fait réaliser tout les deux ans un contrôle visuel des pales par drone par une société tierce.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Section 4 -Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18-III
Thème(s) : Autre, Contrôle des systèmes instrumentés de sécurités
Prescription contrôlée : III. - L'installation est équipée de systèmes instrumentés de sécurité, de détecteurs et de systèmes de détection destinés à identifier tout fonctionnement anormal de l'installation, notamment en cas d'incendie, de perte d'intégrité d'un aérogénérateur ou d'entrée en survitesse. L'exploitant tient à jour la liste de ces équipements de sécurité, précisant leurs fonctionnalités, leurs fréquences de tests et les opérations de maintenance destinées à garantir leur efficacité dans le temps. Selon une fréquence qui ne peut excéder un an, l'exploitant procède au contrôle de ces équipements de sécurité afin de s'assurer de leur bon fonctionnement.
Constats : La maintenance des systèmes instrumentés de sécurité est réalisée lors de la maintenance annuelle, selon une fréquence conforme au présent article. Elle est réalisée par le turbinier. Aucune non conformité n'a été repérée lors de la dernière maintenance de l'éolienne E11.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Section 4 -Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
Thème(s) : Autre, Manuel d'entretien
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté. L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
Constats : Par courriel du 29 novembre 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le manuel d'entretien des aérogénérateurs comprenant les éléments demandés par le présent article. L'exploitant dispose également d'une plateforme en ligne où est renseignée l'ensemble des opérations réalisées sur l'ensemble du parc, dont un extrait a été présenté à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Section 4 – Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 20
Thème(s) : Autre, Déchets
Prescription contrôlée : L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.
Constats : Par courriel du 29 novembre 2024, l'exploitant a transmis les bordereaux de suivis de déchets dangereux, issus de trackdéchets, du parc pour l'année 2024. Néanmoins les bordereaux de suivi des déchets n'identifient pas le parc éolien producteur de déchets. L'exploitant devra donc corriger ce point. De plus, l'inspection des installations classées attire également l'attention de l'exploitant concernant le point 1.2 des bordereaux de suivis de déchets. En effet, l'adresse mentionnée étant différente du point 1.1, l'installation identifiée comme point de collecte doit être régulièrement autorisée. Pas de brûlage à l'air libre constaté lors de la présente visite.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Section 5 – Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 22
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes de sécurité
Prescription contrôlée : Des consignes de sécurité sont établies et portées à la connaissance du personnel en charge de l'exploitation et de la maintenance. Ces consignes indiquent : - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation ; - les limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt (notamment pour les défauts de structures des pales et du mât, pour les limites de fonctionnement des dispositifs de secours notamment les batteries, pour les défauts de serrages des brides) ; - les précautions à prendre avec l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; - les procédures d'alertes avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours ; - le cas échéant, les informations à transmettre aux services de secours externes (procédures à suivre par les personnels afin d'assurer l'accès à l'installation aux services d'incendie et de secours et de faciliter leur intervention). Les consignes de sécurité indiquent également les mesures à mettre en œuvre afin de maintenir les installations en sécurité dans les situations suivantes : survitesse, conditions de gel, orages, tremblements de terre, haubans rompus ou relâchés, défaillance des freins, balourd du rotor, fixations détendues, défauts de lubrification, tempêtes de sables, incendie ou inondation.

Constats :

Par courriel du 29 novembre 2024, l'exploitant a transmis le plan de prévention de la maintenance du parc. Ce plan est actualisé annuellement.

Ce document comprend l'ensemble des éléments prescrits par le présent article.

Il est porté à la connaissance du personnel amené à intervenir sur le parc durant les opérations de maintenance.

L'Inspection des Installations Classées constate le respect de la prescription.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Section 5 – Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte et de prévention incendie

Prescription contrôlée :

Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.

Constats :

L'inspection des installations classées a pu constater la présence d'extincteurs au pied des éoliennes inspectées ainsi que dans le poste de livraison.

L'exploitant a indiqué qu'un extincteur était également présent à hauteur de nacelle. Ces équipements sont contrôlés annuellement par une société agréée.

L'Inspection des Installations Classées constate le respect de la prescription.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Section 5 – Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 25

Thème(s) : Risques accidentels, détection ou déduction de formation de glace

Prescription contrôlée :

Chaque aérogénérateur est équipé d'un système permettant de détecter ou de déduire la formation de glace sur les pales de l'aérogénérateur. En cas de formation importante de glace, l'aérogénérateur est mis à l'arrêt dans un délai maximal de 60 minutes. L'exploitant définit une procédure de redémarrage de l'aérogénérateur en cas d'arrêt automatique lié à la présence de glace sur les pales permettant de prévenir la projection de glace. Cette procédure figure parmi les consignes de sécurité mentionnées à l'article 22.

Lorsqu'un référentiel technique permettant de déterminer l'importance de glace formée nécessitant l'arrêt de l'aérogénérateur est reconnu par le ministre des installations classées, l'exploitant respecte les règles prévues par ce référentiel.

Cet article n'est pas applicable aux installations pour lesquelles l'exploitant démontre, notamment sur la base de données météorologiques ou de caractéristiques techniques des aérogénérateurs, que l'installation n'est pas susceptible de générer un risque de projection de glace.

Constats :

L'exploitant a indiqué que les éoliennes du parc disposent d'un système de détection de glace, qui engendre une mise à l'arrêt immédiate en cas de présence de glace.

La présence de glace est déduite lorsqu'il y a une incohérence entre la vitesse entre deux anémomètres.

Pour que l'éolienne puisse redémarrer, une temporisation, le temps que les deux anémomètres tournent à la même vitesse et que les codes d'état qui concernent le givre disparaissent, est nécessaire. Le redémarrage est réalisé automatiquement, une heure après.

L'Inspection des Installations Classées constate le respect de la prescription.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 31

Thème(s) : Autre, Garanties financières

Prescription contrôlée :

Dès la première constitution des garanties financières visées à l'article 30, l'exploitant en actualise le montant avant la mise en service industrielle de l'installation, puis actualise ce montant tous les cinq ans. L'actualisation se fait en application de la formule mentionnée en annexe II au présent arrêté.

Constats :

Par courriel du 29 novembre 2024, l'exploitant a transmis l'attestation de garanties financières pour le parc éolien objet du présent rapport. Le montant indiqué est conforme au présent arrêté ministériel.

Cependant, cet acte expire le 31 décembre 2024, l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement attire l'attention de l'exploitant sur la nécessité de renouveler les garanties financières du parc dans les plus brefs délais.

Type de suites proposées : Sans suite